

Flash Economie

N° 45

22 novembre 2024

Dictatures, démocraties, croissance et inégalités

Nous partons de l'indice de démocratie publié par The Economist.

Nous voyons :

- que la croissance n'est plus liée au caractère démocratique ou non des pays ni au niveau de corruption du secteur public;
- que le niveau des inégalités n'est pas non plus lié au caractère démocratique ou non des pays.

Nous rappelons les résultats de Daron Acemoglu et James A. Robinson : ce qui compte c'est que les institutions soient inclusives : qualité de l'éducation, respect du droit de propriété, afin que les individus aient une incitation à innover.

Des institutions économiques inclusives semblent plus importantes que des institutions politiques inclusives.

Nous regardons l'exemple de la Chine, qui est une dictature et où le niveau de corruption est élevé mais qui a beaucoup réduit les inégalités, qui a un niveau de Recherche-Développement et d'innovation très élevé ; où l'épargne risquée est de grande taille.

Patrick Artus

Conseiller économique senior

patrick.artus-ext@ossiam.com

✕ @PatrickArtus

Communication marketing : ce document n'a pas été élaboré selon les dispositions réglementaires visant à promouvoir l'indépendance des analyses financières et ses auteurs ne sont pas soumis à l'interdiction d'effectuer des transactions sur l'instrument concerné avant la diffusion de la communication.

Croissance et démocratie

Nous comparons l'indice de démocratie publié par the Economist et la croissance observée.

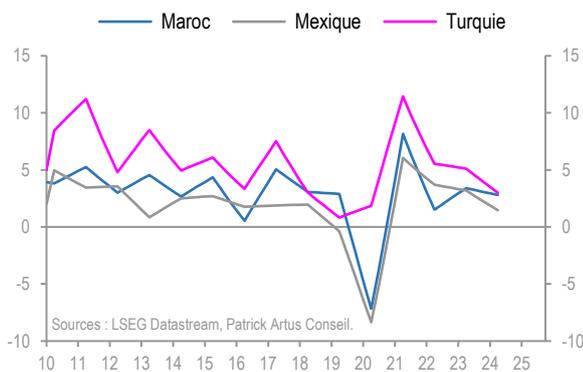
Parmi les **démocraties à part entière ou les démocraties imparfaites**, on trouve les Etats-Unis, le Canada, l'Union Européenne, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, l'Australie, le Japon, Israël, le Brésil, l'Argentine, l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande, le Chili.

Parmi les **régimes hybrides ou les régimes autoritaires**, on trouve : le Mexique, le Maroc, la Tunisie, l'Angola, la Côte d'Ivoire, le Nigeria, le Pérou, la Turquie, la Zambie, le Kenya, l'Equateur, le Venezuela, l'Algérie, l'Egypte, le Soudan, la République Démocratique du Congo, le Turkménistan, la Russie, la Chine, l'Iran, le Vietnam, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, le Gabon, le Kazakhstan.

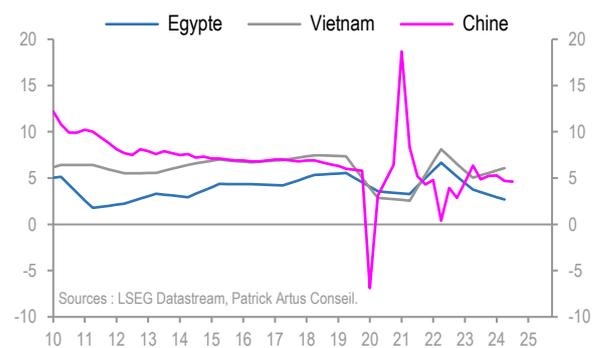
Les **critères de démocratie** retenus par The Economist sont un processus électoral transparent, la liberté civique, la liberté d'expression, de religion, d'association.

On voit que parmi les **pays non démocratiques on trouve des pays à croissance forte** par exemple le Mexique, le Maroc, la Turquie, l'Egypte, la Chine, le Vietnam, le Kenya, le Turkménistan, le Kazakhstan, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, le Gabon (**Graphiques 1a/b/c/d**).

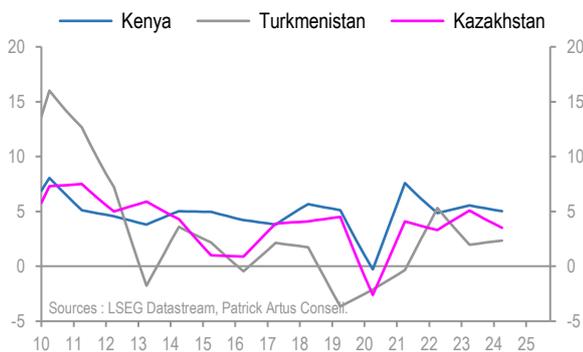
Graphique 1a
PIB (volume, GA en %)



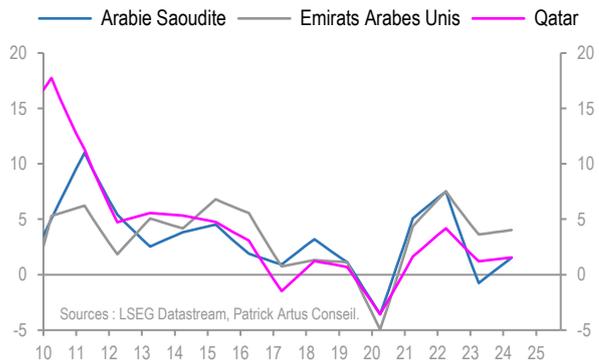
Graphique 1b
PIB (volume, GA en %)



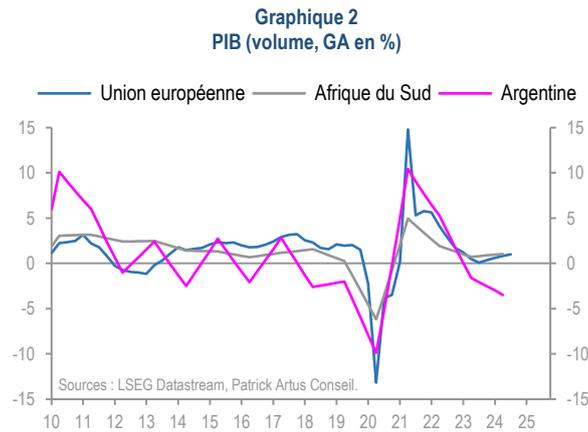
Graphique 1c
PIB (volume, GA en %)



Graphique 1d
PIB (volume, GA en %)



Parmi les pays démocratiques, on trouve des pays à croissance faible : Union Européenne, Afrique du Sud, Argentine (Graphique 2).



La démocratie ne suffit apparemment pas à assurer une croissance forte.

Croissance et corruption du secteur public

Nous parlons ici de l'indice de corruption du secteur public de Transparency International.

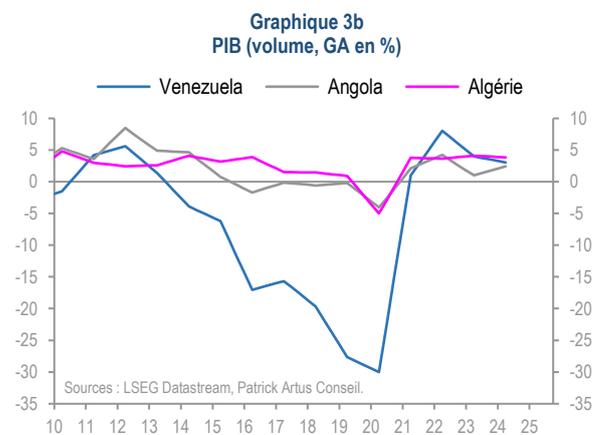
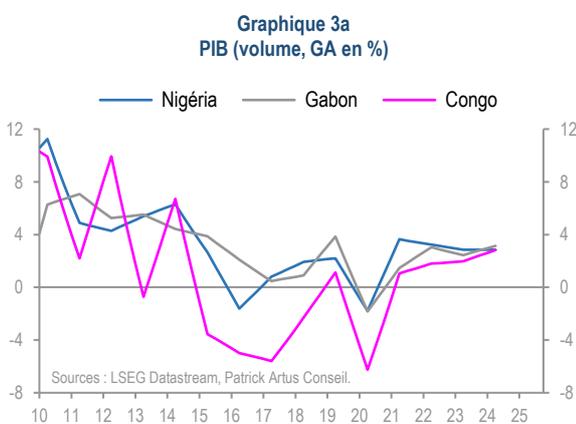
Les pays où le niveau de corruption est faible (indice de corruption inférieur à 100, 100 correspondant à un pays sans corruption, 0 à un pays très corrompu) sont la plupart des pays de l'OCDE, les Emirats Arabes Unis, le Chili, le Qatar, l'Arabie Saoudite.

La plupart des pays à revenu intermédiaire ou des pays pauvres ont une corruption élevée du secteur public ; c'est aussi le cas de la Grèce, de la Roumanie, de la Bulgarie.

On voit que le niveau élevé de corruption n'empêche pas la Chine, le Vietnam, le Kazakhstan, le Maroc, l'Egypte, la Turquie, le Kenya, le Mexique, le Turkménistan d'avoir une croissance forte.

Disposer de matières premières ne suffit pas à assurer une croissance forte

On peut prendre ici les exemples de l'Algérie, du Nigéria, du Gabon, du Congo, de l'Angola, du Venezuela. Tous ces pays ont des ressources abondantes en matières premières ; et pourtant ils ont une croissance faible (Graphiques 3a/b).



Ces pays ont un niveau de corruption élevé, mais on a vu des exemples de pays où la corruption est forte et où la croissance est forte aussi. Le problème de ces pays est plutôt l'accaparement du revenu des ressources naturelles par une minorité.

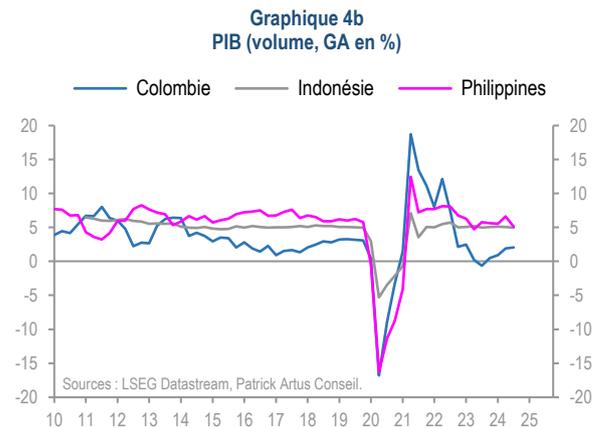
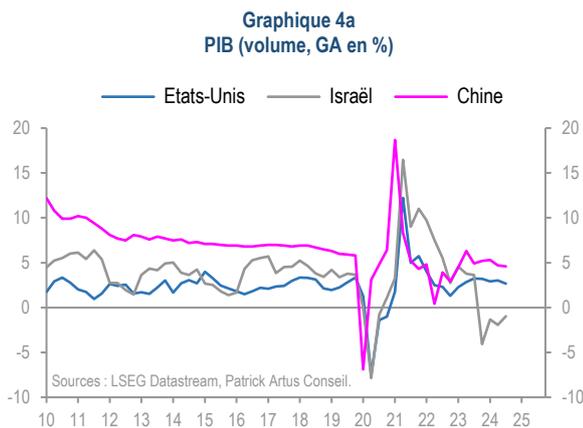
Démocratie et inégalités

Nous comparons ici l'indice de démocratie publié par the Economist et l'indice de Gini des inégalités de revenu (publié par la Banque Mondiale).

Nous définissons un pays inégalitaire comme un pays où l'indice de Gini des inégalités de revenu est supérieur à 35.

On trouve en particulier, les Etats-Unis, Israël, l'Angola, l'Argentine, la Chine, la Colombie, l'Equateur, l'Indonésie, le Kenya, le Maroc, le Mexique, le Pérou, les Philippines, le Gabon, le Brésil, le Chili, le Turkménistan, la Turquie, l'Afrique du Sud, le Vietnam, la République Démocratique du Congo.

Pourtant, les Etats-Unis, Israël, la Chine, la Colombie, l'Indonésie, le Kenya, le Maroc, le Mexique, les Philippines, le Gabon, le Turkménistan, la Turquie, le Vietnam sont des pays en croissance forte (Graphiques 1a/b/c/d et Graphique 4a/b).



La Thèse de Daron Acemoglu et James A. Robinson

Dans leur célèbre livre (Why Nations fail, Crown Business, New York, Vol 2), Daron Acemoglu et James A. Robinson défendent l'idée qu'il y a **deux sortes d'institutions** :

- **les institutions extractives**, où une minorité fait travailler le plus grand nombre à son profit ;
- **les institutions inclusives**, qui associent le plus grand nombre au fonctionnement de la société et de l'économie.

Les pays qui ont des institutions inclusives ont du pluralisme politique, un système éducatif efficace, un pouvoir politique centralisé, une législation antitrust assez stricte ; ils respectent le droit de propriété. **De ce fait ils bénéficient de la destruction créatrice, du progrès scientifique, de l'innovation.**

Le cas de la Chine

La Chine n'est clairement pas un pays démocratique, et, parfois, le droit de propriété n'est pas respecté (ingérences de l'Etat dans les décisions des entreprises...).

Cependant, la Chine a une économie dynamique, avec :

- un effort de Recherche-Développement en entreprise (la Recherche-Développement en entreprise représente 1,9% du PIB, contre 1,5% en Europe, et 24% de la Recherche-Développement mondiale en entreprise) ;
- un effort d'innovation (1,7 million de brevets déposés en 2023 contre 1 million aux Etats-Unis) ;
- une prise de risque pour l'allocation de l'épargne : les levées de fonds du capital-risque atteignaient 104 milliards de dollars en 2022, contre 30 milliards de dollars dans l'Union Européenne ; 36% de la Recherche-Développement concernent les technologies de l'information et de la communication contre 15% dans l'Union Européenne.

La Chine a effectivement eu une croissance forte (Graphique 4a), et a bénéficié d'une réduction importante de la pauvreté (si on prend le seuil de pauvreté à 6,85\$/jour, en 2021, 17% des Chinois sont pauvres contre 98,1% en 1993).

Les inégalités de revenu ne sont pas très élevées (les 1% de Chinois au revenu le plus élevé reçoivent 14% du revenu national contre 10% en France et 20% aux Etats-Unis) ; l'indice de Gini des inégalités de revenu est de 35,7 contre 33,7 au Royaume-Uni, 34,3 en Australie et 41,3 aux Etats-Unis (Banque Mondiale).

L'exemple de la Chine montre probablement qu'avoir des institutions inclusives d'un point de vue économique est plus important qu'avoir des institutions inclusives d'un point de vue politique pour l'innovation, la croissance et la réduction des inégalités.

Synthèse : des résultats qui peuvent perturber

Il y a de nombreux pays qui ne sont pas des régimes démocratiques mais qui pourtant ont une croissance forte ; il existe aussi de nombreux pays qui ont un niveau de corruption élevé et pourtant qui ont une croissance forte ; enfin, de nombreux pays démocratiques ont des inégalités de revenu fortes.

Il semble que ce qui est important est d'avoir des institutions économiques inclusives : système éducatif de qualité, respect du droit de la propriété conduisant à l'existence d'incitations à l'innovation, absence d'accaparement des revenus tirés des ressources naturelles, liberté d'entreprendre.

Avertissement

Ossiam, filiale de Natixis Investment Managers, est un gestionnaire d'actifs français agréé par l'Autorité des Marchés Financiers (Agrément n° GP-10000016). Bien que l'information contenue dans le présent document provienne de sources jugées fiables, Ossiam ne fait aucune déclaration et ne donne aucune garantie quant à l'exactitude de toute information dont elle n'est pas la source. Les informations présentées dans ce document sont basées sur les données du marché à un moment donné et peuvent changer de temps à autre. Le présent document a été préparé uniquement à des fins d'information et ne doit pas être considéré comme une offre, une sollicitation d'offre, une invitation ou une recommandation personnelle d'acheter ou de vendre des actions participantes, tout titre ou instrument financier d'un Fonds Ossiam, ou de participer à toute stratégie de placement, directement ou indirectement. Il est destiné à être utilisé uniquement par les destinataires auxquels Ossiam le met directement à disposition. Ossiam ne traitera pas les destinataires de ce document comme ses clients du fait qu'ils aient reçu ce document. Tous les renseignements sur la performance présentés dans ce document sont fondés sur des données historiques et, dans certains cas, sur des données hypothétiques, et peuvent refléter certaines hypothèses à propos des frais, des impôts, des charges de capital, des attributions et d'autres facteurs qui influent sur le calcul de rendements. Toutes les opinions exprimées dans ce document sont des énoncés de notre jugement à cette date et sont susceptibles de changer sans préavis. Ossiam n'assume aucune responsabilité fiduciaire pour les conséquences, financières ou autres, provenant d'un placement dans un titre ou un instrument financier décrit dans ce document ou dans tout autre titre, ou de la mise en œuvre d'une stratégie de placement. Les informations contenues dans ce document ne sont pas destinées à être distribuées ou utilisées par une personne ou une entité, par un pays ou une juridiction, où cela serait contraire à la loi ou à la réglementation ou qui assujettirait Ossiam à toute exigence d'inscription dans ces juridictions. Ce document ne peut être distribué, publié ou reproduit, en entier ou en partie.